

Unité départementale de l'Aisne  
25 rue Albert Thomas  
02100 Saint Quentin

Saint Quentin, le 12/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ARF**

22 rue Jean Messenger  
BP 137  
59330 Saint-Remy-Du-Nord

Références : ARF\_RAPVI\_24\_441  
Code AIOT : 0005103993

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2024 dans l'établissement ARF implanté Ancien site des Fours à Chaux de l'Aisne Lieudit Les Terres de Montigny 02800 Vendeuil. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARF
- Ancien site des Fours à Chaux de l'Aisne Lieudit Les Terres de Montigny 02800 Vendeuil
- Code AIOT : 0005103993
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'inspection concerne les conditions de rejet atmosphérique du point principal de rejet. Les valeurs

limites qui s'appliquent à cet émissaire sont celles de l'arrêté préfectoral d'autorisation ainsi que celles issues de l'arrêté du 12/01/21 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets à compter du 3 décembre 2023.

#### Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

### 2) Constats

#### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

#### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Éléments de contexte	Autre du 29/11/2013, article /	Sans objet
2	Ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 3.2.1	Sans objet
3	Ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 3.2.1	Sans objet
4	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article '9.2.1.1	Sans objet
5	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 3.2.4	Sans objet
6	Indisponibilité des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 3,1,1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite lors du premier jour du contrôle inopiné permet de s'assurer des conditions d'exploitation et des conditions du contrôle. Les résultats de ce contrôle ne sont pas encore connus lors de la rédaction de ce rapport, et en cas de dépassement, l'exploitant devra en analyser les causes et proposer des actions pour revenir à la conformité.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Éléments de contexte

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 29/11/2013, article /
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle inopiné (CI) précédent – conditions de fonctionnement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Résultats précédents ayant conduit aux contrôles inopinés :  24 au 25 février 2022 poussière 5, 3 mg/Nm <sup>3</sup>  28 au 29 novembre 2023 dépassement mercure 947 µg/Nm <sup>3</sup> pour 50 µg/Nm <sup>3</sup>
<b>Constats :</b>  Autres résultats pour ces paramètres : 24 au 25 février 2022 mercure 5,8 µg/Nm <sup>3</sup> 28 au 29 novembre 2023 poussière 0 µg/Nm <sup>3</sup>

<p>Le contrôle inopiné se déroule sur deux jours. La première journée est dédiée à la mesure des dioxines sur une durée de 6 heures, la deuxième journée est dédiée aux autres paramètres. La plateforme est accessible par un escalier puis une échelle à crinoline. Le matériel est hissé par l'intermédiaire d'un palan manuel. Le jour du contrôle une benne était positionnée au pied des équipements obligeant le bureau de contrôle à se garer à proximité de la zone de dépotage du bicarbonate. La plateforme permet d'accéder à la cheminée et à une trappe permettant d'installer la sonde de prélèvement.</p> <p>D'après l'exploitant les conditions d'exploitation sont normales. Le mélange de déchets à haut pouvoir calorifique, de déchets à bas pouvoir calorifique est incinéré. Les fumées sont traitées par injection de bicarbonate, chaux et charbon actif. Un charbon actif dédiée au mercure est pulvérisé en plus des produits utilisés pour le traitement des fumées (bicarbonate chaux charbon actif).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de se positionner sur la possibilité de préserver la zone auprès de la cheminée en évitant la mise en place de benne en attente.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Ouvrages de rejet

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 3.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Évacuation des rejets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. La dilution des rejets atmosphérique est interdite.</p> <p>Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.</p> <p>Les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p> <p>Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les gaz de combustion sont raccordés en amont de l'enceinte statique d'incinération et sont rejetés après traitement des fumées. Les événements de respiration des cuves sont raccordés au four rotatif.</p>

La trappe pour installer la sonde de mesure est placée après une longueur permettant d'avoir une vitesse d'éjection stable. Il a été observé une vitesse de 24 m/s cohérente avec les mesures précédentes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Ouvrages de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Points de prélèvement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.</p> <p>Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La plateforme permet au bureau de contrôle d'installer ses équipements de prélèvement (sonde, pompe, refroidisseur) et de relier une ligne de mesure entre la plateforme et les autres instruments d'analyse sous réserve que le véhicule puisse se garer au pied de l'équipement (voir point de contrôle n°2).</p> <p>L'inspection était présente uniquement le jour de mesure de la dioxine.</p> <p>Pour ce paramètre, le bureau de contrôle assure un suivi de la température au niveau de la cheminée et au niveau de son point de prélèvement. Il relève également le taux d'oxygène et le taux de CO2 durant la mesure. La section de la buse de prélèvement et la vitesse de prélèvement sont déterminées en fonction de la vitesse d'éjection des gaz.</p> <p>Les gaz prélevés, après passage sur un absorbant dédié, sont refroidis et les condensats sont collectés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article '9.2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Programme de surveillance des émissions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Mesures en continu :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Débit / O2 / H2O / CO / poussières totales / COT / HCL / HF / SO2 / Nox</li> </ul>

<b>Mesures semestrielles :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Cadmium et ses composés + thallium et ses composés</li> <li>• Mercure et ses composés</li> <li>• Autres métaux Sb As Pb Cr CO Cu Mn Ni V Sn SE Te</li> <li>• Dioxines et furannes (semi-continu)</li> </ul>
<b>Constats :</b>  Relevé d'une partie des données sur la supervision au poste de pilotage. <ul style="list-style-type: none"> <li>• HF 0,26 mg/Nm<sup>3</sup>, HCL 1,9 mg/Nm<sup>3</sup>, CO 0, Nox 64 mg/Nm<sup>3</sup></li> <li>• SO2 0,7 mg/Nm<sup>3</sup>, CO2 6,3 mg/Nm<sup>3</sup>, H2O 23 %, O2 8 %</li> <li>• COT 0,3 mg/Nm<sup>3</sup></li> <li>• NH3 0, poussières 0,05 mg/Nm<sup>3</sup>, mercure 0,1 µg/Nm<sup>3</sup>, Température 242 °C</li> </ul> Les mesures semestrielles n'ont pas été évoquées lors de l'inspection avec les agents de production. Les valeurs relevées n'appellent pas d'observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 3.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Arrêté préfectoral en vigueur du 19/12/2013</b>  Moyennes journalières en mg/Nm3. <ul style="list-style-type: none"> <li>• VLE poussière 5 / VLE COVT non définie / VLE CO 30 / VLE HCL 8 / VLE HF 1 / VLE SO2 40</li> <li>• VLE Nox 150 / VLE NH3 non définie / VLE Cd+TI 0,05</li> <li>• VLE Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V (Sn,Se,Te,Mn) 0,5</li> <li>• VLE Hg 0,02 / VLE As 0,05 / VLE Cr 0,1 / VLE amoniac 10</li> </ul> <b>Les VLE (mg/Nm3) de l'arrêté ministériel sont les mêmes que l'arrêté en vigueur excepté pour :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• COVT 10</li> <li>• CO 50</li> <li>• Cd + TI 0,02</li> <li>• Hg 0,02</li> <li>• Nox 150 (voir ci-après).</li> <li>• Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Ni+V pour une VLE à 0,5</li> <li>• As et Cr pas de VLE</li> </ul>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Les dernières transmissions des données de l'autosurveillance n'appellent pas de remarque. Le niveau d'injection en charbon actif pour le mercure est asservi à l'analyseur de mesure en continu.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Indisponibilité des installations de traitement**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 3,1,1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Indisponibilité des installations de traitement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction. Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière : • à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.</li> </ul> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées. Sans préjudice des dispositions de l'article 8.8.2, cette durée ne peut excéder quatre heures sans interruption lorsque les mesures en continu prévues à l'article 9.2.1 montrent qu'une valeur limite de rejet est dépassée. La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures. Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'ensemble des traitements de fumées était opérationnel au moment de la visite.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>